

				fédération des acteurs financiers – appui à l’opérationnalisation du cadre réglementaire.
4	Mauvaise prise en compte des enjeux environnementaux liés aux grandes infrastructures, dont hydroélectricité	Moyenne	Haut	Enjeux identifiés et connus, sans caractère rédhibitoire à ce stade Exigences croissantes des clauses de sauvegarde des principaux acteurs financiers,
3	Capacités d’absorption des fonds, de pilotage et de suivi	Haute	Moyenne	Assistance technique systématique à la mise en œuvre des projets, et aux capacités de suivi local Renforcement des capacités de suivi de l’ADER et dialogue sectoriel pour adapter durablement la structure à ses missions
3	Dégradation accrue de la situation financière de la JIRAMA : risques liés à la maintenance des infrastructures, risques portant sur l’octroi des garanties de paiement des promoteurs	Haute	Moyenne	Dialogue politique et sectoriel visant à réinstaurer des marges de manœuvre, notamment sur les aspects tarifaires et renégociation des contrats (BM lead ¹⁴). Les grands projets hydroélectriques (et les interconnexion associées) sont partie intégrante de la stratégie de retour à l’équilibre de la JIRAMA, dans laquelle les garants (notamment BM) sont parties prenantes
4	Equilibre économique et financiers des délégataires du services public de l’électricité rurale	Moyenne	Moyen	Promotion des usages productifs de l’électricité, synergies avec les dynamiques des projets de développement rural, notamment dans le Grand Sud ; Fédération des fonds concessionnels et acteurs financiers permettant d’élargir la taille des projets et de sélectionner des opérateurs plus solides.
3	Evolution du mandat de l’ADER	Moyenne	Moyen	Dialogue politique continu et coordination des PTFs pour accompagner le secteur de l’électrification rurale

Enseignements tirés:

Dans l’électrification rurale, l’UE avait privilégié, notamment via la Facilité Energie, une approche projet par projet, en allouant directement les subventions aux opérateurs privés ou associatifs.

Cela limitait la capacité de l’ADER à piloter la mise en œuvre de la stratégie d’électrification rurale, les financements nécessaires n’étant pas alloués selon les priorités, mais selon la capacité des opérateurs à les mobiliser. L’action propose d’affecter les subventions selon les priorités définies par l’ADER. Elles ne seront rétrocédées aux opérateurs qu’à l’issue du processus de sélection, mené sur la base du plan de développement de l’électrification rurale.

Le redressement de la JIRAMA suppose une approche graduelle, de moyen / long terme, et une capacité à engager un dialogue sectoriel soutenu par des investissements conséquents. Il est pour cela proposé de tirer profit de l’alignement des priorités d’investissement de la BEI avec le PIP : i) renforcer l’investissement stratégique dans le secteur, ii) tirer le bénéfice sectoriel des conditions préalables associées aux investissements de la BEI, tout en ayant une approche

¹⁴ BM : Banque Mondiale, principal acteur vis-à-vis de la JIRAMA (branche électricité), notamment dans le cadre du programme PAGOSE. Ce soutien a donné lieu à des augmentations tarifaires bénéfiques en juin 2021, malheureusement contrebalancées par la montée des cours du pétrole. Les tarifs professionnels (1500 abonnés consomment 40% de l’électricité) n’avaient pas été impactés.